

Quel candidat pour défendre le projet socialiste en 2007 ?

Lettre aux militants du courant
par **Jacques Généreux**
membre de la direction nationale de NPS et du Conseil national du parti

Chers camarades,

Je suis l'un des derniers dirigeants nationaux de NPS à développer publiquement un argumentaire sur la question de l'investiture pour l'élection présidentielle. J'ai pourtant été, au sein de notre direction nationale, le premier à prendre une position explicite et conforme à une ligne politique constante, à savoir : le ou la candidat(e) susceptible de rassembler la gauche, de restaurer la confiance des classes populaires et d'incarner sans complexe un projet « socialiste » devait être un ou une camarade qui, le 29 mai 2005, était en phase avec les deux tiers de l'électorat de gauche pour dire « non » à la constitutionnalisation du néolibéralisme. C'est la position que j'ai assumée et expliquée dans les médias à titre personnel, après le référendum, mais seulement jusqu'au moment où, au début de 2006, nous avons convenu d'une règle de conduite commune en direction nationale : nous étions censés mener ce débat dans le courant et dans le parti, et renoncer à tout ralliement ou appel public en faveur de telle ou telle personnalité, en attendant que le courant débattre d'une éventuelle position commune à son université de rentrée.

Nous n'oublions pas le 29 mai

Dès lors, je n'ai plus donné d'interview ou de tribune à la presse, ni même fait circuler un argumentaire ou un appel « interne » dont chacun sait que la presse en fait état dans la semaine qui suit. Puisque voici venu le temps de notre débat collectif de rentrée, et **conformément à la règle commune arrêtée en direction nationale**, je porte donc ma contribution au débat. D'autres camarades n'ont pas manifesté la même patience, et l'inévitable battage des médias autour de leurs « appels » publics a pu laisser l'impression qu'il n'y avait que deux options défendues au sein de notre courant (François Hollande ou Ségolène Royal). Impression forcément erronée, puisque la quasi-totalité de nos militants a voté « non » le 29 mai et que la moitié d'entre eux, au moins, a mené une campagne active pour le « non » socialiste. On ne peut imaginer, sans faire insulte à la conscience politique de tous ces militants, qu'ils ont oublié les questions qui se sont imposées à leur esprit, dès le lendemain de la victoire du « non » de gauche : Comment réconcilier l'électorat de gauche avec le PS dont il venait de rejeter massivement la ligne officielle ? Comment le PS pourrait-il, en 2007, incarner le débouché politique de ce large mouvement populaire de résistance au néolibéralisme ? Pouvait-on sérieusement envisager de présenter un(e) candidat(e) qui aurait manifesté son mépris des partisans du « non » durant la campagne, et son mépris du vote populaire après le résultat du référendum ? Et poser ces questions, c'était alors y répondre.

Pour tous ceux qui n'ont pas oublié ces questions et sont convaincus que la renégociation en cours du TCE pèsera sur le scrutin de 2007, **le choix aujourd'hui en débat se ramène pratiquement à une interrogation : comment peut-on ne pas soutenir le seul candidat socialiste qui se soit engagé contre ce traité ?** Au nom de tous les camarades qui se posent cette

question, je demande qu'elle soit entendue et respectée dans notre débat.

Ma position est discutable, comme toutes les autres, et je la soumets au débat avec d'autant plus de sérénité que je ne mène pas ici campagne pour déterminer une position majoritaire du courant, mais seulement pour contribuer au choix qu'en conscience chaque militant devra faire en novembre. Car, sur ce point aussi, ma position solitaire et précoce n'a pas varié. Dès l'instant où nous avons débattu de notre règle commune pour aborder ce débat, j'ai soutenu l'idée que, **si nous ne présentons pas un candidat issu de NPS, notre courant n'avait pas vocation à se ranger d'un seul bloc derrière une personnalité quelconque**, et ce pour deux raisons.

NPS n'est pas une écurie présidentielle

En premier lieu, nous aspirons à une réforme des institutions et des pratiques, qui recentre la vie politique sur la détermination d'une majorité parlementaire à l'issue d'un débat de fond sur les programmes politiques et nous libère du « présidentielisme ». À court terme, dans un jeu politique dominé par l'obsession présidentielle, le fait de n'avoir pas de candidat est certes une faiblesse. À long terme, et dans le combat pour une VI^e République, **le fait de constituer un courant dont l'homogénéité et la force politique ne dépendent pas de la victoire de telle ou telle personnalité est un atout majeur**. NPS a donc mieux à faire que de se transformer, ne serait-ce que durant quelques mois, en écurie (ou sous-écurie) présidentielle. La fonction de NPS est de peser sur le sens politique qui sera donné à la campagne électorale, sur les développements qui devront préciser le projet socialiste, et, au-delà du scrutin, sur la mise en œuvre effective du projet en cas de victoire, ou sur la reconstruction du parti en cas de défaite. Quels que soient le ou la candidate et le gouvernement formé après les élections, la mission politique de NPS reste la même : ancrer le parti sur la ligne d'une opposition frontale au néolibéralisme, d'une rénovation ambitieuse de notre démocratie et d'une refondation radicale du projet européen.

NPS doit-il survivre ? Telle est la question

En second lieu, imposer le fait majoritaire par un vote désignant une personnalité étrangère à notre courant nous conduirait à l'explosion. Or, la mission politique de NPS commande de faire passer la préservation du courant avant nos divergences sur l'investiture pour la présidentielle. Je répète l'enjeu : la persistance d'un courant fort et soudé susceptible d'empêcher la dérive centriste qui s'est emparée de la social-démocratie européenne et l'a enlisée dans l'impuissance et l'échec électoral. Ou bien NPS endosse bien cette mission et doit alors tout mettre en œuvre pour exister encore au-delà de l'élection présidentielle ; ou bien NPS n'est qu'un outil ordinaire de la compétition interne au parti, et alors, il n'a aucune raison de survivre à nos divergences sur le choix d'un(e) candidat(e).

En effet, en annonçant dans un premier temps que nous prendrions une décision collective unique sur cette question, nous avons lancé la mécanique inéluctable de la division, les

uns et les autres étant nécessairement conduits, à un moment ou à un autre, à créer un rapport de force interne favorable à leur option. Et c'est bien ce qui s'est produit. **Dès lors que certains de nos camarades et dirigeants ont lancé des appels publics et déjà amorcé une campagne en faveur d'une personnalité, ils ont manifesté une conviction forte et pris un engagement public désormais irréversible et indépendant d'une éventuelle future position commune du courant.** Dans ces conditions, un vote sur cette question serait le dernier acte politique de NPS, mesurant seulement les éclats engendrés par son explosion.

En début d'année, la direction nationale ne m'a pas suivi sur cette analyse, au nom de ce qui semblait alors à tous une évidence : un courant ne peut pas ne pas avoir une position claire quand les militants sont appelés à voter ; et de plus, l'engagement des militants NPS dans une campagne interne sur des positions différentes peut nous affaiblir.

Ces objections sont pertinentes, mais elles n'éclairent pas notre choix, maintenant que nous sommes dans la situation que j'avais redoutée : de toute façon, nous n'aurons pas une position commune ; voter sur des noms, quand une minorité interne au courant est déjà publiquement engagée derrière Ségolène Royal, servirait seulement à mesurer l'ampleur réelle de ce mouvement et à détruire le courant. **Si nous voulons préserver le courant et manifester que sa mission persiste, au-delà d'une divergence sur une question de personne, il nous faut renoncer au processus d'exclusion de telle ou telle option, et tolérer que des individus soutiennent le candidat de leur choix, à titre personnel. À condition toutefois que cela ne les conduise pas à soutenir des positions manifestement contradictoires avec les convictions fondatrices de notre courant.**

Certes, une pluralité de positions, durant les quelques semaines de la campagne interne, ne renforce pas le courant ; mais elle ne l'affaiblira jamais autant que son explosion ! La seule position commune possible pour NPS consiste à assumer la non-désignation d'un candidat comme une position politique que j'ai justifiée plus haut. **NPS est le garant de l'ancrage idéologique de notre parti dans le combat contre le néolibéralisme, et cette mission première peut bien s'accommoder d'une pluralité d'options sur la personnalité la plus à même de conduire la gauche à la victoire en 2007.** Puisque désormais tout le monde rejoint cette analyse et privilégie la survie de notre courant, disons-le tout net : NPS n'a définitivement pas de candidat ; chaque militant devra désigner le sien en conscience.

Une fois libéré de l'option mortifère d'un vote sur des noms, NPS peut mener sereinement le débat de fond sur les candidat(e)s et éclairer ainsi le choix de chaque militant. **Mais, soyons clair : l'absence de position officielle du courant sur le ou la candidat(e) ne saurait être l'expression d'une position implicite quelconque. Elle va de pair avec une position explicite sur la façon d'aborder la campagne et une condamnation explicite de toutes les déclarations qui divisent la gauche, contredisent le projet socialiste et estompent notre opposition radicale au discours de la droite.** Elle crée le contexte favorable à la conduite d'un débat sans fard sur le fond politique de l'affaire.

Les conditions de la victoire en 2007

Le fond de l'affaire consiste à identifier les conditions de la victoire d'un projet de gauche en 2007. La question est de savoir qui, parmi les personnalités candidates à l'investiture, peut incarner le projet socialiste et éviter les erreurs de la campagne de 2002.

Certains croient que le rejet de la droite et le souci du changement sont tels que n'importe quel candidat(e) de gauche

peut l'emporter au second tour. En réalité, les facteurs de la défaite d'avril 2002 sont toujours aussi actifs. L'électorat populaire n'est disposé à voter socialiste (cf. régionales et européennes) que sur une ligne d'affrontement avec la droite néolibérale. Mais il rejette massivement la position du PS, dès que le parti s'écarte de cette ligne et manifeste la moindre convergence avec la droite (29 mai 2005). **La sociologie imaginaire qui avait conduit Lionel Jospin à tenir un discours de séduction des « classes moyennes » et à soutenir des positions ambiguës (fiscalité, retraites, services publics, « projet pas socialiste » !) a été invalidée et lourdement sanctionnée par le vote du 21 avril 2002.** Elle l'a été une fois encore le 29 mai 2005. Tel est (faut-il le rappeler ?) le diagnostic de NPS.

Pour être au second tour, en l'absence de candidature unitaire à gauche, **il faudra mobiliser la totalité de l'électorat socialiste et cela n'est possible qu'en tournant le dos à la stratégie suicidaire de 2002.** Et ce, d'autant plus que Lionel Jospin avait un avantage de plus et un handicap de moins, par rapport au candidat socialiste de 2007 : il pouvait invoquer le bon bilan économique et social de son gouvernement ; le PS n'avait pas pris, sur un traité européen, une position contraire à l'aspiration des deux tiers des sympathisants de gauche.

Une fois passé le premier tour, pas une seule voix de gauche ne devra manquer au candidat socialiste. Et, là encore, **deux options se présenteront : faut-il rassembler l'électorat de gauche, ou bien séduire d'hypothétiques électeurs centristes en faisant droit aux thèmes de campagne de la droite ?** Seule une gauche assumée et revendiquée peut gagner. Car elle seule peut à la fois remobiliser les classes populaires et séduire la part des classes supérieures qui aspire à une société de solidarité et de paix sociale. N'oublions pas qu'en avril 2002, le vote des cadres supérieurs pour le PS s'est effondré aussi fortement que le vote ouvrier ! **En faisant une part quelconque au discours néolibéral ou néo-conservateur, un candidat socialiste ne prend aucune voix à la droite : il perd des voix dans toutes les catégories sociales.** Tel est encore le diagnostic de notre courant, affirmé lors du congrès de Dijon et réaffirmé dans toutes les batailles internes.

Et c'est, au fond, ce même diagnostic qui nous a confortés dans notre rejet du TCE, conscients que le temps n'était plus au compromis avec, mais au combat frontal contre les néolibéraux. Nous avons prévenu nos camarades qu'il serait impossible de distinguer le « oui » socialiste du « oui » des néolibéraux, et que le PS risquait sur ce référendum un divorce complet avec son électorat, comme avec les autres forces de gauche. Nous avions raison et il faut maintenant reconstruire la crédibilité du PS à gauche. Cette question restera au cœur de la campagne de 2007, **car c'est sous présidence française (en 2008) que s'achèvera la renégociation du TCE. L'électorat de gauche préférerait assurément qu'à cette occasion le chef de l'État soit clairement opposé au traité initial.**

La spécificité de nos diagnostics et de notre ligne politique au sein du parti ne s'est pas dissoute dans la synthèse du Mans. Nous avons fait le choix responsable du rassemblement des socialistes avant la bataille de 2007. Mais nous l'avons fait aussi dans le but de peser sur le « projet », en sorte que le parti aborde cette bataille en évitant les erreurs de 2002 et reconquière une crédibilité émoussée par sa position incomprise sur le TCE. Nous avons jusqu'ici atteint ce but. **Le respect du nouveau projet socialiste, qui porte largement notre marque, constitue donc aussi une condition de la victoire en 2007.**

Comment évaluer les candidatures ?

Notre analyse des conditions de la victoire doit commander notre réflexion sur les critères de désignation d'un(e) camarade

pour 2007. Au vu de cette analyse, il convient de se poser les questions suivantes :

Qui évitera de répéter les erreurs de diagnostic de 2002 ?

Qui est le plus en phase avec le mouvement social anti-néolibéral qui s'est manifesté le 29 mai 2005 ?

Qui a banni de son « logiciel » la sociologie imaginaire qui tire le discours politique vers un centre inexistant ?

Qui s'écarte le plus résolument d'une stratégie de « triangulation » consistant à mordre sur l'électorat de la droite en reprenant certains de ses thèmes de campagne ?

Qui peut faire le plein des voix des sympathisants socialistes au premier tour ?

Qui peut rassembler le PS et le PC sur un combat commun au second tour, et s'assurer aussi le soutien de tous les réseaux militants de la gauche ?

Qui a la crédibilité pour promettre aux Français qu'il ne signera pas un nouveau TCE à peine amendé et ne tournant pas le dos à l'Europe espace de libre concurrence déloyale ?

Qui manifeste le plus de respect pour le projet socialiste et ne remet pas en cause les avancées obtenues par NPS (sur la fiscalité, la RTT, les retraites, l'Europe, etc.) ?

Les postulant(e)s à l'investiture ont d'ores et déjà apporté des éléments de réponse à ces questions par les positions qu'ils ont prises publiquement.

Ségolène Royal a multiplié les déclarations visant à occuper le terrain électoral de la droite (sur la sécurité, l'école, l'encadrement de la jeunesse, « l'éducation » des parents, etc.), n'hésitant pas au passage à dire le contraire de ce qui constitue le projet commun du parti socialiste et à indisposer sérieusement nos partenaires communistes. Elle manifeste ainsi sa conviction que la victoire dépend moins du rassemblement de la gauche, sur les exigences spécifiques de la gauche, que de la séduction d'un électoral indécis. Ce faisant, **elle divise la gauche et nous expose à l'émergence d'un « non de gauche » au vote socialiste, au second tour.**

En refusant le débat avec les jeunes socialistes et en gardant sa liberté à l'égard du « projet », elle indique une conception du combat politique conforme à la logique présidentialisée de la Ve République : une personnalité doit s'imposer par sa relation directe et personnelle avec le peuple, au-delà des partis. Elle compte donc justifier sa candidature par un mouvement d'opinion favorable à sa personne (assimilé à la cote dans les sondages), et non par sa capacité à transformer l'opinion pour la faire adhérer au programme des socialistes. Enfin, **Ségolène Royal n'a pas été la plus tendre et la plus compréhensive à l'égard de la forte majorité d'électeurs de gauche partisans du « non » au TCE**, au point d'envisager, comme issue à la crise européenne, un nouveau vote par le Parlement.

Force est de reconnaître que ces positions et cette façon d'aborder la campagne sont à l'opposé des convictions qui fondent notre courant. Il me semble ainsi que la candidature de Ségolène Royal ne peut constituer la réponse à aucune des questions que j'ai posées ci-dessus.

Comment ne pas soutenir la candidature de Laurent Fabius ?

Faut-il rappeler que je ne suis pas « fabiusien » et que, bien avant 2002 et donc avant le congrès de Dijon, je suis de ceux qui ont dénoncé dans la presse la dérive centriste de certaines politiques économiques engagées sous la responsabilité de Dominique Strauss Kahn puis de Laurent Fabius (notamment en matière de fiscalité). Mon analyse politique n'a pas changé et

fut hélas confortée par le double effondrement du parti dans les classes populaires en 2002 et en 2005.

En revanche, Laurent Fabius a opéré une inflexion réelle dans son combat politique. Il est le seul dirigeant de l'ancienne majorité qui ait tiré, comme leçon du 21 avril 2002, la nécessité d'un repositionnement du PS et d'un rassemblement prioritaire de la gauche sur une ligne d'opposition frontale au modèle de la droite. Il est aussi, accessoirement, au sein de cette majorité, le premier à avoir replacé le développement durable et une écologie sociale au cœur du projet socialiste. Faut-il indéfiniment le suspecter au nom de politiques anciennes avec lesquelles il est le seul à avoir marqué sa distance ?

Tous les ministres du gouvernement Jospin sont solidairement responsables des éventuelles erreurs que nous avons combattues. Il est dès lors bien étrange d'entendre certains en faire aujourd'hui grief au seul Laurent Fabius. Tous les candidats aujourd'hui déclarés sont responsables des allègements fiscaux sur les hauts revenus et les stock-options ou des privatisations. **La question est de savoir qui aujourd'hui reconnaît la nécessité de prendre un autre cap ?** Qui s'engage publiquement pour remettre en cause le régime des stock options ou pour éviter une privatisation irréversible de GDF ? C'est Laurent Fabius. **L'ancienne majorité est aussi solidairement responsable du brouillage de l'identité socialiste aux yeux des classes populaires. La question est de savoir qui, en son sein, et parmi les candidats déclarés, a évité la confusion entre le projet européen de la droite et celui de la gauche ?** Encore Laurent Fabius qui, comme Henri Emmanuelli, a assumé la délicate responsabilité historique de manifester une position contraire à celle du parti. C'est à ces positions courageuses que nous devons aujourd'hui l'espoir persistant, dans l'électorat de gauche, que l'on peut éventuellement compter sur des socialistes pour s'opposer sans concessions au modèle néolibéral.

Au cours de la campagne nationale que j'ai menée pour le « non socialiste » dans des dizaines de villes, j'ai mesuré la reconnaissance du peuple et des militants de gauche pour la manifestation de cette autre voix (autre voie) socialiste. Mais j'ai enregistré partout la même promesse que ce mouvement de résistance populaire n'apporterait pas son soutien à un candidat socialiste qui aurait fait campagne pour le « oui ».

Certes, une forte minorité d'électeurs socialistes a voté « oui » au référendum et il s'agit aussi de mobiliser leur soutien. Mais leur soutien ne fera pas défaut à un partisan du « non » qui se bat pour un projet européen commun à tous les socialistes. **En revanche, l'investissement personnel intense qu'a constitué la conversion au « non », pour des électeurs et des militants traditionnellement favorables aux traités européens, ajouté au mépris public pour leur position, a nourri chez ceux-ci le sentiment d'une victoire inespérée contre le néolibéralisme dominant.**

Croire qu'aujourd'hui, pour eux, c'est déjà une histoire ancienne qui ne pèsera en rien sur leur choix en 2007 est une dangereuse illusion. Nombre d'entre eux prendront pour un pur mépris du vote populaire, un déni de leur incontestable victoire, la candidature d'un(e) socialiste, qui se serait distingué(e) par une admiration sans borne pour le TCE et des propos affligeants sur les « nonistes ». Et, là encore, **seule la candidature de Laurent Fabius peut manifester la volonté claire des socialistes de donner à la victoire du « non » un débouché politique.** Pour cette même raison, seule cette candidature permet d'espérer, au second tour, le report de toutes les voix de gauche sur le candidat socialiste. Soyons francs : même ainsi, le rassemblement de toute la gauche sur notre candidat n'a rien d'assuré. Mais un tel rassemblement me semble tout à fait impossible avec un(e) candidat(e) qui n'a

dissimulé ni sa pleine adhésion au TCE, ni son mépris pour la « bêtise » des partisans du « non ».

Enfin, en ce qui concerne le respect du projet, Laurent Fabius a été on ne peut plus clair quand il a présenté ses sept engagements pour 2007 (sur le logement, le Smic, les stock-options, etc.) : nous avons un projet qui constitue la colonne vertébrale de la campagne et des engagements concrets à préciser quand ils ne le sont pas encore dans le projet. Par exemple, dire dans le projet que l'obligation de construction de logements sociaux doit être respectée par les communes, c'est bien ; préciser que l'État passera outre la volonté des communes qui s'accommodent aujourd'hui d'une sanction financière, c'est mieux. Qui reprochera à un candidat de donner aux orientations générales du projet plus de force et de crédibilité en les transcrivant en engagements précis et contrôlables ? Certains ironisent sur la nature « électoraliste » de telles promesses (celle sur le Smic, notamment). Mais je ne conçois pas que la campagne consiste à ne faire aucune promesse ; c'est avec des promesses que la gauche a accédé au pouvoir et c'est en les tenant qu'elle peut s'y maintenir. **Il nous faut juste ne pas nous tromper de slogans : je préfère « 100 euros de plus pour le Smic » à l'« encadrement militaire des jeunes ».**

Avons-nous une autre option ?

À la question « comment ne pas soutenir la candidature Fabius ? », j'entends, dans notre courant, seulement deux autres réponses que la mienne.

Certains considèrent que, à la suite de la synthèse du Mans, et conformément à notre conception de la démocratie parlementaire, il conviendrait de soutenir une candidature de notre premier secrétaire. Nous contestons en effet un régime dans lequel la relation individuelle entre un candidat et la nation tend à occulter le rôle des partis dans la conception de programmes de gouvernement soumis au choix souverain des électeurs. Dans la démocratie parlementaire à laquelle nous aspirons, la majorité et l'opposition proposent comme chef du gouvernement, le premier responsable du parti ou du principal parti qui les constitue. C'est là une position de principe sensée et conforme à l'idée que je me fais d'une VIe République. Elle soulève néanmoins deux difficultés.

En premier lieu, nous avons nous-mêmes renoncé à faire du premier secrétaire du parti le candidat naturel en dissociant complètement sa désignation de cet enjeu électoral. **À aucun moment il n'a été entendu que l'enjeu du Congrès et de la désignation d'un premier secrétaire était, dans le même temps, l'investiture de celui qui conduirait la bataille de la présidentielle.** Tous les courants, et le premier intéressé lui-même, ont au contraire insisté sur le fait qu'il ne fallait pas confondre le Congrès du parti et l'investiture pour la présidentielle. Le problème est ici que précisément, dans une démocratie parlementaire, telle que nous la souhaitons, la confusion entre le choix d'un chef de l'exécutif et celui d'un programme politique est nécessaire et participe à l'essence même du régime. Il serait bon de s'en souvenir à l'avenir. Mais pour l'heure, le parti a décidé que la désignation du candidat pour 2007 ferait l'objet d'une campagne spécifique. Dès lors, toutes les candidatures sont légitimes.

En second lieu, le premier secrétaire n'est pas candidat. Dès lors, dans la mesure où je n'ai pas connaissance d'autres options soutenues dans notre courant, **le choix politique concret qui se présente à chaque militant de NPS est une alternative Ségolène Royal/Laurent Fabius.** C'est donc ce choix que notre débat a vocation à éclairer. J'ai donné mes principales raisons de voter pour Laurent Fabius et mes réponses aux objections dont j'ai connaissance. **J'attends l'exposé des bonnes raisons politiques que nous aurions de**

voter pour une candidate qui prend des positions contraires au « projet », qui divise la gauche et exploite toujours plus la stratégie électorale de rassemblement au centre qui nous a conduit à la catastrophe du 21 avril 2002. Je n'ai à ce jour entendu qu'un seul argument véritable en sa faveur : sa popularité persistante dans les sondages d'opinion.

Cet argument n'a sur moi aucune prise, car il est inconciliable avec ma conception de l'action politique. **En ce qui me concerne je ne soutiens jamais un candidat ou une position politique parce qu'ils ont des chances, voire le plus de chances de gagner, mais parce que je veux qu'ils gagnent et que je mène la bataille politique nécessaire à leur victoire.** N'invertissons jamais la fin et les moyens. Pourquoi nous battons nous ? Pour être dans le camp des vainqueurs ? Ou pour faire gagner notre camp ?

Pour ceux qui seraient néanmoins sensibles aux sondages d'opinion, je rappelle que l'expérience comme la science politique nous enseignent qu'à partir de deux mois et au-delà d'une élection, les sondages ne nous apprennent strictement rien sur le résultat probable. **Durant l'automne 2004, combien de camarades ont dit « oui » au référendum interne, parce qu'alors les deux tiers des Français disaient « oui » dans les sondages ?** Des hommes et des femmes de gauche indifférents à l'écume médiatique et confiants dans le pouvoir du combat politique se sont alors mis en campagne et, six mois plus tard, les deux tiers des électeurs de gauche et 55 % des Français votaient « non ». Nous sommes aujourd'hui dans le même décalage trompeur entre l'humeur instantanée de sondés qui ne sont pas face à leur bulletin de vote et à la fin de la campagne électorale. À la fin, il se produira la même chose qu'en mai 2005. Quand Sarkozy aura eu des dizaines d'occasions de souligner les points sur lesquels il est d'accord avec Ségolène Royal, quand tous les réseaux militants de la gauche non socialiste auront fait implicitement ou explicitement campagne contre une candidate à leurs yeux inacceptable, des centaines de milliers de nos électeurs potentiels diront « non » à un PS inconsistant et illisible face à une droite consistante et limpide.

Camarades, on vous avait déjà mis en garde en 2002, puis en 2005, et l'histoire nous a donné raison. Combien de désastres seront encore nécessaires pour vous rendre à l'évidence que les mêmes stratégies erronées conduisent aux mêmes échecs ? Notre seule chance de faire gagner le projet socialiste est de susciter, à partir de la fin novembre, le même enthousiasme militant, la même volonté d'en découdre avec le néolibéralisme qui a saisi le peuple de gauche durant la campagne sur le référendum européen, a saturé les courriers électroniques et battu le pouvoir des médias. Ce peuple en sommeil attend un signe fort des socialistes pour se remettre en mouvement. Au moment même où il n'espère plus que nous aurons la lucidité de choisir un candidat qui s'engagea à ses côtés en 2005, surprenons-le. Disons-lui, en novembre que c'est maintenant que s'accomplit la promesse du 29 mai, et alors rien ne pourra l'arrêter.

Jacques Généreux

Université NPS de Saint-Nazaire, 22-24 septembre 2006

Pour en débattre, ou télécharger ce document, deux sites :

<http://genereux.fr>

<http://renouveausocialiste.fr>

Contact : 06 62 37 50 59

jacques.genereux@wanadoo.fr